



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2013

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2013, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2013 et 2012 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2012 (« données comparables »).

Les résultats 2012 auxquels ceux de 2013 sont comparés ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013 de la version révisée de la norme IAS 19 (cf. note 2 des notes annexes au présent rapport).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,32 / € 1, le dollar est resté quasi-stable par rapport au premier trimestre 2012 (\$ 1,31 / € 1). L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 0,6 million (- 1 %) le chiffre d'affaires et de € 0,2 million (- 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO plus faibles qu'anticipées, dans une conjoncture toujours dégradée

Dans son rapport du 12 février 2013, la société a indiqué qu'elle se préparait à une économie aussi dégradée en 2013 qu'en 2012, l'année s'annonçant aussi imprévisible que difficile.

Elle soulignait qu'en conséquence, les entreprises risquaient de se trouver confrontées à des difficultés accrues pour financer leurs investissements. Comme en 2012, plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement de leurs inquiétudes tant que des premiers signes d'une amélioration durable de l'économie ne seront pas perceptibles, continueraient de peser fortement sur leurs décisions d'investissement.

Dans ce contexte, le faible niveau des commandes enregistré en 2012 pouvait se poursuivre pendant une partie de l'année ou sa totalité.

La réalité au premier trimestre a confirmé cette analyse.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 16,2 millions, en diminution de € 2,6 millions (- 14 %) par rapport au premier trimestre 2012 (€ 19,0 millions). Les nouvelles licences de logiciels sont en recul de 13 %, les équipements de CFAO de 14 %.

Géographiquement, la situation reste contrastée : si les commandes enregistrées dans les Amériques progressent globalement de 2 %, celles de l'Europe et de la région Asie-Pacifique baissent respectivement de 17 % et de 38 %. Enfin, dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles augmentent de 29 %. Les commandes des pays émergents (55 % du total) reculent de 4 %, celles des pays développés (45 % du total), de 23 %.

Les commandes dans le secteur de la mode diminuent de 2 %. L'automobile est en baisse de 22 %, l'ameublement de 36 % et les autres industries de 11 %.

Ces variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances géographiques ou sectorielles pour l'exercice.

Un chiffre d'affaires en légère progression grâce à la croissance des revenus récurrents, illustrant la force du modèle économique de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 48,3 millions, en augmentation de 2 % par rapport au premier trimestre 2012 (+ 1 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 19,5 millions) recule de € 0,9 million (- 4 %). Cette diminution résulte principalement de la faiblesse du carnet de commandes des nouveaux systèmes au 1^{er} janvier 2013 et de l'activité commerciale du premier trimestre.

En revanche, les revenus récurrents (€ 28,8 millions) augmentent de € 2,1 millions (+ 8 %), résultant d'une augmentation du 5 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de 12 % de celui des pièces détachées et consommables. Cette accélération (les revenus récurrents avaient progressé de 3 % en 2012) constitue une performance remarquable qu'il convient de souligner.

Le résultat opérationnel courant atteint € 3,1 millions. A données comparables (€ 3,3 millions), il est stable par rapport au premier trimestre 2012 ; la marge opérationnelle courante (6,4 %) diminue de 0,3 point.

Le plan de marche correspondant au scénario le plus prudent communiqué par la société le 12 février 2013 anticipait un chiffre d'affaires de € 48,0 millions et un résultat opérationnel courant de € 2,6 millions : le premier trimestre s'est inscrit en ligne avec ce scénario.

Fin du litige contre Induyco : encaissement de € 11,1 millions

La société a reçu le 7 mars 2013 le paiement du solde de € 11,1 millions restant dû par Induyco, suite à la décision rendue le 28 janvier 2013 par la Cour d'Appel de Madrid.

Par cette décision, la Cour d'Appel avait rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra, confirmant ainsi le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 qui avait ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres en octobre 2009 par un tribunal arbitral international.

Ce paiement a mis un terme final à huit années de procédure depuis la demande d'arbitrage initiée par Lectra en 2005. Il marque le succès de la très grande détermination de la société à faire valoir ses droits depuis le début de ce litige et à encaisser la totalité des dommages et intérêts que le tribunal arbitral lui avait alloués (*cf.* note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2012, à laquelle il convient de se référer).

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, l'encaissement des € 11,1 millions s'est traduit par un produit à caractère non récurrent de même montant dans les comptes consolidés du premier trimestre 2013, une charge nette d'impôt de € 1,1 million, compte tenu de la situation fiscale de Lectra Espagne, qui ne donne lieu à aucun décaissement, et par un produit net de € 10,0 millions. Le cash-flow libre et la trésorerie sont de ce fait augmentés de € 11,1 millions.

Un résultat net et un cash-flow libre fortement positifs, une structure financière particulièrement solide

Compte tenu du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions, le résultat opérationnel s'établit à € 14,2 millions.

Le bénéfice net s'établit à € 12,2 millions. Hors éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 2,2 millions et recule de € 0,2 million (- 7 %) à données réelles par rapport au premier trimestre 2012.

Le cash-flow libre s'élève à € 13,2 millions. Hors éléments à caractère non récurrent, il est de € 2,1 millions (€ 5,2 millions au premier trimestre 2012).

La trésorerie nette au 31 mars 2013 s'élève en conséquence à € 27,6 millions (€ 14,2 millions au 31 décembre 2012). La trésorerie disponible s'établit à € 28,5 millions et les dettes financières ont été ramenées à € 1,0 million, correspondant à des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement. La société a en effet, à son initiative, remboursé par anticipation le 31 mars 2013 le solde de € 5,4 millions de l'emprunt à moyen terme de € 48,0 millions mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007.

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Fin 2011, malgré le contexte économique, la société a décidé d'accélérer sa transformation sur une période allant jusqu'à 2015, privilégiant sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme.

Ce plan est longuement décrit dans le rapport financier du 12 février 2013 et le rapport annuel 2012 de la société, auxquels il convient de se référer. Il comporte trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing, qui passeront de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 % à 22 % de l'effectif total (avec un doublement du nombre de commerciaux) ;
- une augmentation de 40 ingénieurs des équipes de R&D de Bordeaux-Cestas, pour atteindre 260 ;
- une accélération des investissements marketing.

Il est rappelé que ces investissements d'avenir sont entièrement passés en charge, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2013

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'établit à € 48,3 millions, en augmentation de 2 % (+ 1 % à données réelles) par rapport au premier trimestre 2012.

Il progresse de 24 % dans les Amériques, mais diminue de 6 % en Asie-Pacifique et de 9 % en Europe. Ces trois régions ont représenté respectivement 29 %, 18 % et 45 % (dont 9 % pour la France) du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (7 % du chiffre d'affaires du Groupe) augmente de 40 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 4,8 millions) recule de € 1,3 million (- 21 %). Il contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (13 % au premier trimestre 2012).

Les équipements de CFAO (€ 12,3 millions) affichent une progression de 3 % et représentent 25 % du chiffre d'affaires global (25 % au premier trimestre 2012).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 2,0 millions) augmente de 8 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 19,5 millions) recule de € 0,9 million (- 4 %). Il représente 40 % du chiffre d'affaires global (43 % au premier trimestre 2012). Il progresse de 11 % dans l'automobile, mais baisse de 11 % dans la mode, de 1% dans l'ameublement et de 21 % dans les autres industries.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 28,8 millions) augmentent de € 2,1 millions (+ 8 %). Ils représentent 60 % du chiffre d'affaires global (57 % au premier trimestre 2012).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 35 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 16,9 millions. Il progresse de 5 %, confirmant ainsi la croissance enregistrée sur la totalité de l'exercice 2012 (+ 5 %) après les diminutions des années 2010 et 2011 et se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 8,1 millions), en progression de 7 % par rapport au premier trimestre 2012, représentent 17 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 8,8 millions), en croissance de 4 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 11,9 millions) affiche une progression de 12 %.

Carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées au cours du trimestre étant légèrement inférieur à celui du chiffre d'affaires, le carnet de commandes au 31 mars 2013 (€ 11,6 millions) diminue de € 0,5 million par rapport au 31 décembre 2012.

Il comprend € 10,6 millions livrables au deuxième trimestre et € 1,0 million sur le reste de l'année 2013.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 72,0 %. A données comparables, il s'élève à 72,2 % et diminue de 0,9 point par rapport au premier trimestre 2012 (73,1 %) compte tenu du mix des ventes, le poids des logiciels dans le chiffre d'affaires total ayant diminué.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 31,7 millions, en augmentation de € 0,5 million (+ 2 %) par rapport à 2012. Ils se décomposent ainsi :

- € 28,8 millions de frais fixes, en hausse de € 0,8 million (+ 3 %) ;
- € 2,9 millions de frais variables, en diminution de € 0,3 million (- 9 %).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche et de la part du nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, elles

s'élèvent à € 4,8 millions et représentent 10 % du chiffre d'affaires (€ 4,5 millions et 9,5 % en 2012). Après déduction, les frais nets de R&D s'établissent à € 3,2 millions (€ 3,1 millions en 2012).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel courant s'élève à € 3,1 millions. A données comparables (€ 3,3 millions), il est stable par rapport au résultat opérationnel du premier trimestre 2012 – il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent en 2012. A données réelles, le recul est de € 0,2 million (– 7 %).

La marge opérationnelle courante s'établit à 6,4 %. Elle diminue de 0,3 point, à données comparables, par rapport à celle du premier trimestre 2012 (7,0 %) et de 0,6 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,1 million, inférieure à celle du premier trimestre 2012 (€ 0,3 million), compte tenu de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme entre les deux périodes. Le résultat de change est proche de zéro.

Après intégration du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions résultant du litige contre Induyco, le résultat opérationnel s'élève à € 14,2 millions.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 2,0 millions, le bénéfice net s'établit à € 12,2 millions. Avant éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 2,2 millions (€ 2,4 millions au premier trimestre 2012).

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,42 sur capital de base et à € 0,41 sur capital dilué (€ 0,08 sur capital de base et capital dilué au premier trimestre 2012).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent atteint € 2,1 millions (€ 5,2 millions au premier trimestre 2012). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 4,3 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 1,3 million et d'investissements de € 1,0 million (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 1,7 million) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,1 million) du premier trimestre 2013 ont été comptabilisés mais non encaissés. S'ils avaient été encaissés, le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent aurait été positif de € 3,9 millions et supérieur de € 1,7 million au résultat net avant éléments à caractère non récurrent.

Après intégration de l'encaissement à caractère non récurrent de € 11,1 millions, le cash-flow libre s'élève à € 13,2 millions (il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent au premier trimestre 2012).

Structure financière

Au 31 mars 2013, les capitaux propres s'élèvent à € 77,5 millions (€ 65,0 millions au 31 décembre 2012).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,3 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2012).

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2013, il sera diminué du montant du dividende total, estimé à € 6,4 millions, qui sera mis en paiement le 10 mai et réduira d'autant la trésorerie.

La trésorerie disponible s'établit à € 28,5 millions (€ 21,0 millions au 31 décembre 2012).

Les dettes financières s'élèvent à € 1,0 million (€ 6,7 millions au 31 décembre 2012), correspondant à des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 27,6 millions (€ 14,2 millions au 31 décembre 2012).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 2,7 millions. Il comprend une créance de € 17,6 millions sur le Trésor public français, au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés au premier trimestre 2013, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 14,9 millions.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche ainsi que le nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée au cours de la quatrième année (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 mars 2013, le capital social est de € 29 046 288 divisé en 29 046 288 actions d'une valeur nominale de € 1,00 (il était de € 28 948 315 divisé en 28 948 315 actions d'une valeur nominale de € 1,00 au 31 décembre 2012).

Depuis le 1^{er} janvier 2013, il a été augmenté de 97 973 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,1 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 0,2 million).

Le 7 janvier 2013, la société a été informée que la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait franchi à la hausse le seuil de 15 % du capital de la société et détenait à cette date 15,08 % du capital et 14,84 % des droits de vote. Le 26 mars 2013, la société Delta Lloyd a déclaré avoir franchi à la baisse, le 22 mars, le seuil de 15 % du capital de la société et détenir, pour le compte desdits fonds, 14,97 % du capital et 14,76 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2013.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,3 % du capital et 37,8 % des droits de vote,
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- les sociétés Financière de l'Echiquier et Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote, pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2013, la société détenait 0,2 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2013, le cours était de € 5,34, en hausse de 13 % par rapport au 31 décembre 2012 (€ 4,73). Le cours a affiché un plus bas de € 4,76 le 2 janvier et un plus haut de € 5,62 le 15 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 2 % et de 6 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (1,4 million) a diminué de 29 % et les capitaux échangés (€ 7,3 millions) de 18 % par rapport à la même période de 2012.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2013.

Les résultats financiers du premier semestre 2013 seront publiés le 25 juillet, après la clôture de NYSE Euronext.

6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé, dans son rapport financier du 12 février 2013 et son rapport annuel 2012, auxquels il convient de se référer, l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a en particulier décrit : la nouvelle feuille de route stratégique pour 2013-2015 définie pour lui permettre de réaliser pleinement son potentiel de croissance ; ses objectifs financiers clairs et ambitieux sur la période ; le plan de transformation de l'entreprise et les investissements d'avenir d'envergure, représentant € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015 (entièrement passés en charge, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement) ; la poursuite de sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant l'autofinancement de son développement futur ; enfin, ses perspectives 2013.

La société avait indiqué le 12 février que, dans le scénario le plus prudent, où l'attentisme des clients se maintiendrait et le plan de transformation ne produirait que partiellement les effets attendus, elle anticipait pour 2013 un chiffre d'affaires de l'ordre de € 203 millions (+ 6 % par rapport à 2012), un résultat opérationnel courant d'environ € 15 millions (- 10 %), ramenant la marge opérationnelle courante à 7,5 %, et un résultat net de l'ordre de € 10 millions (- 25 % à données réelles).

Elle avait exposé que son objectif était de dépasser ces chiffres. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Les résultats du premier trimestre s'inscrivent dans ce scénario, qui reste d'actualité.

Compte tenu de la faiblesse de l'activité commerciale du premier trimestre et du carnet de commandes au 31 mars 2013, la visibilité reste limitée et l'exigence de prudence maintenue.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

La société a abordé 2013 avec des fondamentaux opérationnels très solides et une structure financière qui s'est encore renforcée au premier trimestre, avec l'encaissement du solde du litige avec Induyco et le remboursement de ses dettes financières.

Confortée par ses résultats depuis 2010, la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa nouvelle feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme et sur la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés pour 2015 : une croissance moyenne annuelle composée du chiffre d'affaires égal ou supérieur à 10 %, un taux de marge opérationnelle courante de 15 %, un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de 2 en trois ans.

Le Conseil d'Administration

Le 29 avril 2013

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2013

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2013

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF			
(en milliers d'euros)	31 mars 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	31 mars 2012 ⁽¹⁾
Ecarts d'acquisition	31 274	31 132	31 036
Autres immobilisations incorporelles	4 210	4 273	4 875
Immobilisations corporelles	13 044	12 959	12 091
Actifs financiers non courants	1 882	1 871	1 783
Impôts différés	7 676	8 791	9 823
Total actif non courant	58 086	59 026	59 608
Stocks	23 036	22 756	22 999
Clients et comptes rattachés	38 569	45 149	37 708
Autres actifs courants	25 193	22 108	18 965
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 519	20 966	31 346
Total actif courant	115 317	110 979	111 018
Total actif	173 403	170 005	170 626
PASSIF			
(en milliers d'euros)	31 mars 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	31 mars 2012 ⁽¹⁾
Capital social	29 046	28 948	28 051
Primes d'émission et de fusion	2 831	2 600	2 520
Actions détenues en propre	(282)	(380)	(749)
Ecarts de conversion	(9 051)	(8 840)	(8 956)
Réserves et résultats consolidés	54 958	42 676	39 454
Capitaux propres	77 502	65 004	60 321
Engagements de retraite	6 902	6 872	5 931
Emprunts et dettes financières à long terme	392	892	16 311
Total passif non courant	7 294	7 764	22 242
Fournisseurs et autres passifs courants	41 819	44 265	44 378
Produits constatés d'avance	40 154	41 911	38 018
Dettes d'impôt exigible	2 086	1 545	1 386
Emprunts et dettes financières à court terme	574	5 834	1 032
Provisions	3 974	3 682	3 249
Total passif courant	88 607	97 237	88 063
Total passif et capitaux propres	173 403	170 005	170 626

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	48 344	47 813
Coût des ventes	(13 548)	(12 876)
Marge brute	34 797	34 937
Frais de recherche et développement	(3 218)	(3 079)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 476)	(28 517)
Résultat opérationnel courant	3 102	3 341
Produits à caractère non récurrent	11 124	0
Résultat opérationnel	14 226	3 341
Produits financiers	38	77
Charges financières	(143)	(384)
Résultat de change	49	(123)
Résultat avant impôts	14 171	2 911
Impôts sur le résultat	(1 958)	(550)
Résultat net	12 213	2 361
(en euros)		
Résultat par action		
Résultat :		
- de base	0,42	0,08
- dilué	0,41	0,08
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	28 923 802	28 765 232
- résultat dilué	29 472 568	29 243 093

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
Résultat net	12 213	2 361
Ecart de conversion	(211)	(140)
Effet d'impôts	0	0
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	(211)	(140)
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	0	(916)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	0	93
Effet d'impôts	0	200
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	0	(623)
Résultat global	12 002	1 598

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 mars 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	12 213	2 361
Amortissements et provisions d'exploitation	2 043	2 257
Eléments non monétaires du résultat	28	(205)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	0	(9)
Variation des impôts différés	1 174	(213)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	15 458	4 191
Variation des stocks et en-cours	(533)	(2 011)
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 571	8 543
Variation des autres actifs et passifs courants	(5 299)	(3 995)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 261)	2 537
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	14 197	6 728
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(356)	(561)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(620)	(1 141)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	54
Acquisitions d'immobilisations financières	(374)	(118)
Cessions d'immobilisations financières	388	201
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(960)	(1 565)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	329	48
Achats par la société de ses propres actions	(213)	(173)
Ventes par la société de ses propres actions	374	115
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(5 760)	(300)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(5 270)	(310)
Variation de la trésorerie	7 967	4 853
Trésorerie à l'ouverture	20 966	26 320
Variation de la trésorerie	7 967	4 853
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	0	137
Incidence des variations de cours de change	(414)	36
Trésorerie à la clôture	28 519	31 346
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	2 113	5 163
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11 124	0
Cash-flow libre	13 237	5 163
Impôts payés (remboursés), nets	345	810
Intérêts payés	15	204

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 mars 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							2 361	2 361
Autres éléments du résultat global						(140)	(623)	(763)
Resultat global						(140)	1 738	1 598
Exercice d'options de souscription d'actions	15 070	0,97	15	33				48
Valorisation des options de souscription d'actions							37	37
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(27)			(27)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(21)	(21)
Capitaux propres au 31 mars 2012	28 918 680	0,97	28 051	2 520	(749)	(8 956)	39 454	60 321
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							13 325	13 325
Autres éléments du résultat global						(24)	(1 305)	(1 329)
Resultat global						(24)	12 020	11 996
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	44 705	0,99	44	112				156
Valorisation des options de souscription d'actions							225	225
Vente (achat) par la société de ses propres actions					342			342
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(71)	(71)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							12 213	12 213
Autres éléments du résultat global						(211)	0	(211)
Resultat global						(211)	12 213	12 002
Exercice d'options de souscription d'actions	97 973	1,00	98	231				329
Valorisation des options de souscription d'actions							26	26
Vente (achat) par la société de ses propres actions					98			98
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							42	42
Capitaux propres au 31 mars 2013	29 046 288	1,00	29 046	2 831	(282)	(9 051)	54 958	77 502

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des variations des capitaux propres consolidés au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2013

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2012, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 760 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de services associés et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 31 mars 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, disponibles sur www.lectra.com.

Les comptes consolidés au 31 mars 2013 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2012, à l'exception des deux normes présentées ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 avril 2013 et n'ont pas fait l'objet d'une revue par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe a appliqué l'amendement à IAS 1 - Présentation des autres éléments du résultat global, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ce qui a conduit le Groupe à modifier l'état du résultat global consolidé.

Le Groupe a également appliqué la version révisée d'IAS 19 – Avantages du personnel, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le seul impact de l'application de cet amendement concerne le mode de comptabilisation des coûts des services passés. Ces derniers étaient amortis sur la durée prévisionnelle de l'engagement alors qu'ils sont désormais comptabilisés intégralement dans le compte de résultat à partir du 1^{er} janvier 2013. L'application rétrospective de cet amendement a conduit le Groupe à retraiter les périodes antérieures publiées, et à faire apparaître des capitaux propres consolidés retraités diminués de € 500 milliers (€ 333 milliers après effet d'impôts) au 31 mars 2012 et de € 479 milliers (€ 319 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2012.

Pour mémoire, le Groupe avait opté dès 2012 pour la comptabilisation de l'intégralité de ses pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable avait été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme révisée IAS 19, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2012	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars publié	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars retraité	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre publié	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre retraité
Chiffre d'affaires	47 813	47 813	198 436	198 436
Coût des ventes	(12 876)	(12 876)	(53 475)	(53 475)
Marge brute	34 937	34 937	144 961	144 961
Frais de recherche et développement	(3 079)	(3 079)	(11 536)	(11 536)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 017)	(28 517)	(113 611)	(114 090)
Résultat opérationnel	3 841	3 341	19 814	19 335
Résultat avant impôts	3 411	2 911	18 509	18 030
Impôts sur le résultat	(717)	(550)	(4 865)	(4 705)
Résultat net	2 694	2 361	13 644	13 325

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, d'amendements et d'interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2013 traduits à cours de change 2012, comparés aux données réelles 2012 retraitées.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêts ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2013, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier trimestre 2013.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, avait été consolidée en 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe pour l'exercice 2012 n'ont pas été significatifs.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2013, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,6 million et celle de leurs dettes financières

(hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2013.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars					
	2013		2012 ⁽¹⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel		Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	48 344	48 987	47 813		+1%	+2%
Coût des ventes	(13 548)	(13 623)	(12 876)		+5%	+6%
Marge brute	34 797	35 364	34 937		-0%	+1%
(en % du chiffre d'affaires)	72,0%	72,2%	73,1%		-1,1 point	-0,9 point
Frais de recherche et de développement	(3 218)	(3 218)	(3 079)		+5%	+5%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 476)	(28 856)	(28 517)		-0%	+1%
Résultat opérationnel courant	3 102	3 290	3 341		-7%	-2%
(en % du chiffre d'affaires)	6,4%	6,7%	7,0%		-0,6 point	-0,3 point
Produits à caractère non récurrent	11 124	11 124	0		na	na
Résultat opérationnel	14 226	14 414	3 341		ns	ns
(en % du chiffre d'affaires)	29,4%	29,4%	7,0%		ns	ns
Résultat avant impôts	14 171	14 359	2 911		ns	ns
Impôt sur le résultat	(1 958)	na	(550)		ns	na
Résultat	12 213	na	2 361		ns	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 31 mars 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2013			2012			Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	21 831	45%	21 851	23 970	50%	-9%	-9%	
- France	4 230	9%	4 230	5 559	12%	-24%	-24%	
Amériques	14 253	29%	14 485	11 666	24%	+22%	+24%	
Asie - Pacifique	8 687	18%	8 940	9 526	20%	-9%	-6%	
Autres pays	3 573	7%	3 711	2 651	6%	+35%	+40%	
Total	48 344	100%	48 987	47 813	100%	+1%	+2%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	12 933	27%	13 094	13 868	29%	-7%	-6%	
- nouvelles licences	4 824	10%	4 881	6 159	13%	-22%	-21%	
- contrats d'évolution logiciels	8 109	17%	8 213	7 709	16%	+5%	+7%	
Équipements de CFAO	12 324	25%	12 452	12 143	25%	+1%	+3%	
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	8 776	18%	8 921	8 610	18%	+2%	+4%	
Consommables et pièces détachées	11 932	25%	12 092	10 809	23%	+10%	+12%	
Formation, conseil	1 987	4%	2 030	1 878	4%	+6%	+8%	
Divers	392	1%	399	505	1%	-22%	-21%	
Total	48 344	100%	48 987	47 813	100%	+1%	+2%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	19 527	40%	19 762	20 685	43%	-6%	-4%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	28 817	60%	29 226	27 128	57%	+6%	+8%	
- contrats récurrents	16 885	35%	17 134	16 319	34%	+3%	+5%	
- consommables et pièces détachées	11 932	25%	12 092	10 809	23%	+10%	+12%	
Total	48 344	100%	48 987	47 813	100%	+1%	+2%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 429 milliers, est désormais présenté au sein du « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2013			2012 ⁽¹⁾		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	9 330	48%	9 488	10 712	52%	-13%	-11%	
Automobile	7 119	36%	7 181	6 456	31%	+10%	+11%	
Ameublement	1 580	8%	1 595	1 614	8%	-2%	-1%	
Autres industries	1 498	8%	1 498	1 903	9%	-21%	-21%	
Total	19 527	100%	19 762	20 685	100%	-6%	-4%	

(1) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 429 milliers, est désormais présenté au sein du « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
			Pacifique	Autres pays		
Chiffre d'affaires	21 831	14 253	8 687	3 573	0	48 344
Résultat opérationnel courant	1 957	799	(194)	459	81	3 102

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2012	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
			Pacifique	Autres pays		
Chiffre d'affaires	23 970	11 666	9 526	2 651	0	47 813
Résultat opérationnel courant ^{(1) (2)}	2 584	552	(98)	343	(40)	3 341

(1) Les taux de marge normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels (hors siège) ont été augmentés à compter du 1^{er} janvier 2013 pour tenir compte de l'amélioration des taux de marge réels au niveau des régions commerciales comme du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le siège ainsi réalisée permet donc de rendre la performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre une comparaison avec 2013.

(2) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 mars 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	2,1	0,0	2,1
Éléments non récurrents du cash-flow libre	11,1	0,0	11,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,3	0,0	0,3
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,2	0,0	0,2
Variation de l'endettement	(5,8)	5,8	0,0
Effet de la variation des devises – divers	(0,4)	0,0	(0,4)
Variation de la période	7,6	5,8	13,3
Situation au 31 décembre 2012	21,0	(6,7)	14,2
Situation au 31 mars 2013	28,5	(1,0)	27,6
Variation de la période	7,6	5,8	13,3

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent au 31 mars 2013 s'élève à € 2,1 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 4,3 millions, d'investissements de € 1,0 million et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 1,3 million. Les éléments non récurrents du cash-flow libre correspondent à l'encaissement du solde de € 11,1 millions qui restait dû dans le cadre du litige avec Induyco.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- – € 4,6 millions proviennent d'une diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatées d'avance » dans l'état

de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 0,5 million provient de l'augmentation des stocks ;
- + € 3,2 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2012, payée en 2013, et celle comptabilisée au premier trimestre 2013, qui sera payée en 2014.
- + € 1,8 million provient de la créance relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du 1^{er} trimestre 2013, comptabilisée mais non encaissée ;
- + € 0,4 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2013 s'élève à € 2,7 millions. Il comprend une créance de € 17,6 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011, 2012 et du premier trimestre 2013, ainsi que du crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2013, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 14,9 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CREDIT D'IMPOT RECHERCHE – CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE ET EMPLOI

Au 31 mars 2013, la société détient une créance de € 17,6 millions sur le Trésor Public français. Elle est composée :

- du crédit d'impôt recherche comptabilisé au premier trimestre 2013 (€ 1,7 million), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,9 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre du premier trimestre 2013 et des exercices précédents.
- du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé pour la première fois au premier trimestre 2013 (€ 0,1 million).

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor Public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants du crédit d'impôt recherche, du crédit d'impôt compétitivité et emploi et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier (qui sera intégralement imputé sur la créance de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt compétitivité et emploi) et devrait percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non imputés en 2014 (crédit d'impôt 2010), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012) et 2017 (crédits d'impôt 2013). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt compétitivité et emploi, puis elle compenserait chaque année l'intégralité du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi annuel devrait représenter € 0,5 million en 2013 et € 0,8 million à compter de 2014.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Au cours du premier trimestre 2013, la société a acheté 39 689 actions et en a vendu 69 949 aux cours moyens respectifs de € 5,35 et de € 5,34 dans le cadre du contrat de liquidité confié à BNP Paribas.

Au 31 mars 2013, elle détenait 54 024 de ses propres actions (soit 0,2 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 5,22, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

10.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 mars 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 519	20 966
Emprunts et dettes financières	(966)	(6 726)
Trésorerie nette	27 553	14 240

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 13,3 millions au premier trimestre 2013, après encaissement du solde des dommages et intérêts du litige avec Induyco pour € 11,1 millions.

10.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 mars 2013, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme	0	0	0	0
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	574	392	0	966
Total	574	392	0	966

⁽¹⁾ Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

10.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société avait contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Le solde de l'emprunt, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, a été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société :

(en milliers d'euros)	31 mars 2013	31 décembre 2012
Solde de l'emprunt à l'ouverture	5 360	15 920
Remboursements contractuels	0	(560)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(5 360)	(10 000)
Application de la clause d' <i>excess cash-flow</i>	0	0
Solde de l'emprunt à la clôture	0	5 360

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2012.

Au premier trimestre 2013, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,32 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2013 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,6 million, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a couvert, le 6 mars, son exposition nette estimée au dollar américain pour le deuxième trimestre par des achats d'options de change (*puts* dollar / *calls* euros) qui garantissent un cours de \$ 1,35 / € 1, tout en permettant de bénéficier de la totalité de la hausse du dollar en deçà de cette parité. A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 30 juin 2013.

12. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2013 sur la base des parités au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,31 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 1 % par rapport au dollar se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires annuel 2013 d'environ € 0,8 million et du résultat opérationnel de € 0,4 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur. Les politiques monétaires de la plupart des grands pays pourraient toutefois conduire à une appréciation plus globale de l'euro par rapport de très nombreuses devises. L'évolution des parités de change au début de l'année 2013 en a été l'illustration.

Ainsi, sur une base annuelle, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.